

# **PLAN STRATEGIQUE POUR LE ZIMBABWE (2016–2020)**



**Consultation informelle**

**21 septembre 2015**

**Programme alimentaire mondial**  
Rome, Italie



---

## RESUME

Le présent plan stratégique de pays (2016-2020) définit les modalités de la collaboration du PAM avec le Gouvernement zimbabwéen dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, la dénutrition chronique et la dégradation de l'environnement. Les actions prioritaires ont été arrêtées en tenant compte de l'expérience et de la crédibilité du PAM dans le pays, de l'examen stratégique de l'initiative Faim zéro au Zimbabwe et des discussions menées avec le Gouvernement, les donateurs et les partenaires. Le plan réaffirme la transition des secours humanitaires au redressement et au renforcement de la résilience à long terme.

L'un des principaux objectifs de ce plan est de renforcer la résilience des groupes les plus vulnérables en leur donnant les moyens de gérer les facteurs de perturbation et les crises: les interventions en faveur de la protection sociale stabiliseront la consommation, garantiront aux bénéficiaires l'accès à une nutrition adéquate et leur permettront d'acquérir des actifs et des compétences durables. D'autres interventions s'attaqueront à la dénutrition, et porteront notamment sur la prévention de la malnutrition chronique, l'accès des petits exploitants aux marchés et l'assistance alimentaire à court terme à l'intention des populations vulnérables en périodes de tension. L'appui opérationnel du PAM sera progressivement complété par des activités de développement des capacités institutionnelles et de renforcement des systèmes gouvernementaux.

Cette stratégie vise à aider directement le Zimbabwe à progresser vers la réalisation des engagements énoncés dans la Déclaration de Malabo et du deuxième objectif de développement durable, axé sur l'élimination de la faim. Aux côtés du Gouvernement et des partenaires, le PAM cherchera à obtenir les résultats stratégiques suivants:

- Le système de protection sociale est renforcé pour améliorer la résilience des populations présentant une vulnérabilité aiguë ou chronique et garantir ainsi leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Les moyens d'existence d'au moins 30 pour cent des ménages vulnérables résistent mieux aux chocs et aux facteurs de perturbation d'ici à 2025.
- Des services essentiels de nutrition efficaces et assurés, intégrés au niveau intersectoriel, contribuent à réduire le retard de croissance à 10 pour cent d'ici à 2025.
- Les petits agriculteurs ont les moyens de tripler les quantités commercialisées de céréales et de légumes secs résistants à la sécheresse d'ici à 2025.
- Les besoins alimentaires essentiels des populations vulnérables sont satisfaits toute l'année d'ici à 2030.

Le plan stratégique pour le Zimbabwe pour 2016–2020 concorde avec les Objectifs stratégiques 2, 3 et 4 et est associé à la note du marqueur de l'égalité hommes-femmes 2a.

## ANALYSE DU PAYS

### Contexte

1. Le Zimbabwe est un pays enclavé à faible revenu et à déficit vivrier comptant 13,1 millions d'habitants<sup>1</sup>, qui se classe au 156<sup>ème</sup> rang sur 187 pays selon l'indice de développement humain de 2014 et au 46<sup>ème</sup> rang sur 78 pays d'après l'indice de la faim dans le monde de 2013. L'espérance de vie y est de 58 ans<sup>1</sup>, la mortalité maternelle s'élève à 614 décès pour 100 000 naissances vivantes et la mortalité des enfants de moins de 5 ans est de 75 décès pour 1 000 naissances<sup>2</sup>. Du fait de la prévalence du VIH, qui est de 13,7 pour cent, on dénombre 1,6 million d'orphelins et autres enfants vulnérables, dont s'occupent des soignants tout aussi vulnérables<sup>3</sup>. Le taux d'alphabétisation est de 97 pour cent<sup>1</sup>.
2. Après plusieurs années de difficultés, en particulier pendant la période d'hyperinflation de 2007–2008, l'économie a commencé à se redresser. Le produit intérieur brut a augmenté de 6,7 pour cent par an entre 2009 et 2011, avant de revenir à 4,5 pour cent en 2013 et à 3,2 pour cent en 2014; la prévision de croissance pour 2015 est de 2,8 pour cent<sup>4</sup>. Le Gouvernement compte parvenir à une croissance de 9,9 pour cent en 2018<sup>5</sup>, mais il serait plus réaliste de tableur sur une progression de 3,5 pour cent<sup>6</sup> en raison des sanctions imposées par certains pays donateurs depuis 2000. Les sanctions appliquées par l'Union européenne ont été allégées fin 2014, ce qui a ouvert la voie à un accroissement des échanges.
3. Les femmes et les filles représentent 52 pour cent de la population. Le taux de fécondité est de 3,8 enfants par femme, et la taille moyenne des ménages est de 4,2 personnes. Les inégalités entre les sexes ont reculé, mais elles demeurent importantes dans certains secteurs. Selon le Rapport sur le développement humain 2013, l'indice d'inégalités de genre est de 0,516, ce qui place le Zimbabwe au 110<sup>ème</sup> rang sur 149 pays.

### Sécurité alimentaire et nutritionnelle

4. La situation du Zimbabwe en matière d'alimentation et de nutrition est considérée comme "grave" d'après l'indice de la faim dans le monde de 2014. Le pays est sur la bonne voie pour atteindre certains objectifs du Millénaire pour le développement, mais il ne réalisera pas le premier, consistant à réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de la population qui vit dans l'extrême pauvreté et qui souffre de la faim<sup>7</sup>. On constate d'importantes lacunes en

---

<sup>1</sup> Agence nationale de la statistique du Zimbabwe. 2013. *Census 2012: National Report*. Harare.

<sup>2</sup> Agence nationale de la statistique du Zimbabwe. 2014. *Multiple Indicator Cluster Survey 2014: Key Findings Report*. Harare.

<sup>3</sup> Plan stratégique national du Zimbabwe concernant le VIH et le sida (2011-2015).

<sup>4</sup> Voir: <http://www.worldbank.org/en/country/zimbabwe/overview>.

<sup>5</sup> Gouvernement zimbabwéen. 2013. *Zimbabwe Agenda for Sustainable Socio-Economic Transformation: Towards an Empowered Society and a Growing Economy*. Harare.

<sup>6</sup> The Economist Intelligence Unit, 9 juillet 2014.

<sup>7</sup> Ministère de la planification économique et de la promotion de l'investissement du Zimbabwe et Nations Unies. 2013. *Millennium Development Goals Progress Report*. Harare.

ce qui concerne les principales cibles associées à l'objectif de développement durable axé sur l'élimination de la faim<sup>8</sup>.

⇒ *Accès à la nourriture*

5. L'accès des ménages à la nourriture est freiné par divers facteurs: pauvreté, diminution des envois de fonds, faible productivité, possibilités d'emploi inadaptées, prix des produits alimentaires élevés, bouleversements climatiques récurrents, instabilité macroéconomique, croissance économique au ralenti et liquidités insuffisantes.
6. Selon une analyse portant sur la période 2009–2014, 1 million de personnes, soit 8,3 pour cent de la population, seraient en situation d'insécurité alimentaire, parmi lesquelles 38 pour cent le seraient de manière chronique<sup>9</sup>. Au cours de la décennie précédente, la moitié de la population était concernée par ce problème à certaines périodes. Les pluies de plus en plus irrégulières provoquent des pics d'insécurité alimentaire tous les quatre ou cinq ans<sup>10</sup>. L'année 2015/16 risque fort d'être l'une des pires jamais enregistrées sur le plan de la consommation à cause des faibles précipitations de la saison 2014/15 et des mauvaises récoltes dans tout le pays.
7. L'insécurité alimentaire et l'extrême pauvreté vont de pair: on estime que 62,6 pour cent des Zimbabwéens vivent au-dessous du seuil de pauvreté, et que 16 pour cent vivent dans l'extrême pauvreté. Dans les zones rurales, 30 pour cent de la population est extrêmement pauvre et 76 pour cent est pauvre, contre 38 pour cent en milieu urbain<sup>11</sup>.
8. L'insécurité alimentaire se concentre dans les régions frontalières du sud et de l'ouest, ainsi que dans certaines zones du nord (Figure 1). La production céréalière étant plus faible dans les régions frontalières, la population y est tributaire des marchés pour s'alimenter. Pendant les périodes de soudure, les prix dans les régions du sud peuvent être 45 pour cent supérieurs à ceux pratiqués dans le nord, ce qui accroît la vulnérabilité des populations face aux perturbations des marchés. Cette combinaison de la pauvreté et du haut niveau des prix des denrées est l'un des principaux facteurs de l'insécurité alimentaire<sup>10</sup>.

⇒ *Nutrition*

9. La prévalence de la dénutrition a reculé depuis 1999, mais elle demeure élevée. En 2014, 3 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffraient de malnutrition aiguë ou d'émaciation – niveau jugé "acceptable" selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). L'insuffisance pondérale et le retard de croissance s'élèvent respectivement à 11 pour cent et à 28 pour cent, taux jugés "médiocres"; la situation ne s'est guère améliorée depuis 1999<sup>2,12</sup>. Les garçons sont davantage sous-alimentés que les filles, en grande partie parce qu'ils sont sevrés plus

---

<sup>8</sup> Dans le projet actuel, le deuxième objectif de développement durable consiste à "éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable". Les cibles pertinentes sont les suivantes: 2.1) faire en sorte que chacun ait accès toute l'année à la nourriture; 2.2) mettre fin à toutes les formes de malnutrition; 2.3) doubler la productivité et les revenus des petits producteurs; et 2.4) assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques.

<sup>9</sup> Analyse intégrée du contexte réalisée par le PAM et le Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, 2015.

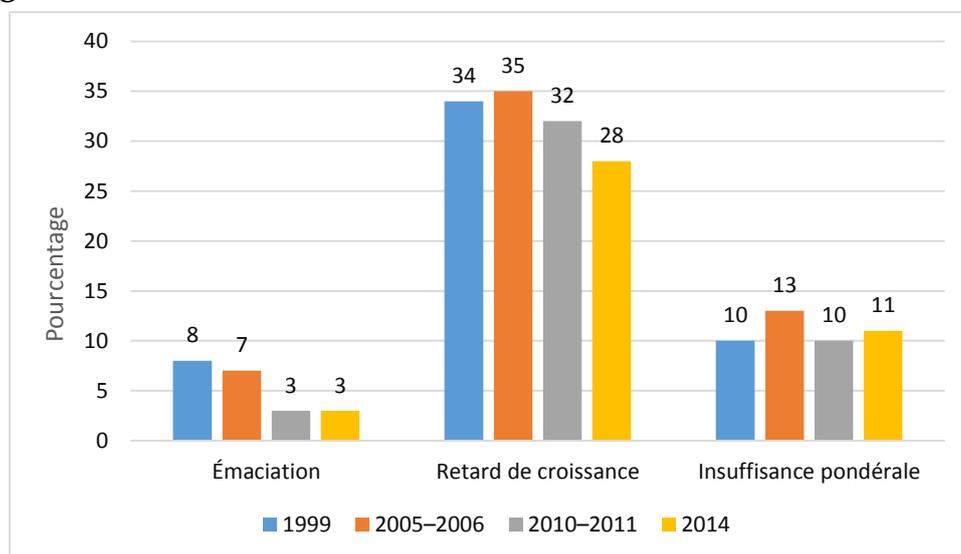
<sup>10</sup> PAM. 2014. *Results of Exploratory Food and Nutrition Security Analysis*. Harare.

<sup>11</sup> Agence nationale de la statistique du Zimbabwe. 2013. *Poverty, Income, Consumption and Expenditure Survey: 2011/12 Report*. Harare.

<sup>12</sup> OMS. 2010. *Nutrition Landscape Information System: Country Profile Indicators: Interpretation Guide*. Genève.

tôt<sup>13</sup>; les enfants des zones rurales souffrent beaucoup plus de malnutrition que ceux des zones urbaines. L'augmentation de la prévalence de l'excès pondéral – 3,6 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans et 33,3 pour cent chez les femmes – est le signe que le pays doit faire face au double fardeau de la malnutrition<sup>14</sup>.

**Figure 1: Évolution de la dénutrition chez les enfants de moins de 5 ans**



10. Les régions où le taux de retard de croissance est élevé connaissent une insécurité alimentaire modérée ou faible, bien que certaines aient une bonne production agricole, ce qui montre que l'accès à des quantités de céréales suffisantes ne garantit pas la sécurité nutritionnelle<sup>10</sup>. La diversité alimentaire est généralement faible, et la consommation de protéines insuffisante: seuls 8,4 pour cent des enfants de 6 à 23 mois reçoivent une alimentation minimum acceptable<sup>15</sup>. Les carences en micronutriments, les mauvaises pratiques d'alimentation, la morbidité, les difficultés d'accès aux services de santé et l'insuffisance des installations d'approvisionnement en eau propre et d'assainissement aggravent également le problème. Ces domaines relèvent souvent de la responsabilité des femmes, qui vont généralement chercher l'eau pour le ménage. Dans les régions rurales, 69 pour cent de la population a accès à des sources d'eau améliorées, mais moins de 40 pour cent disposent d'installations d'assainissement adaptées<sup>11</sup>.
11. Au cours des dix dernières années, la prévalence de l'anémie chez les enfants de moins de 2 ans est restée de 70 pour cent<sup>14</sup>. La prévalence de la carence en vitamine A se chiffre à 19 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans<sup>16</sup>, mais les communautés ne reconnaissent généralement pas le problème tant que l'émaciation n'est pas visible. La consommation d'aliments riches en micronutriments est faible, car le maïs est l'aliment de base de prédilection. Parmi les femmes en âge de procréer, 61 pour cent souffrent d'une carence en fer et 23 pour cent d'une carence en vitamine A<sup>16</sup>.

<sup>13</sup> Selon l'enquête en grappes à indicateurs multiples de 2014, la prévalence du retard de croissance est de 31,1 pour cent chez les garçons et de 24,1 pour cent chez les filles.

<sup>14</sup> Agence nationale de la statistique du Zimbabwe. 2013. *Zimbabwe Demographic and Health Survey, 2010-11*. Harare.

<sup>15</sup> Gouvernement zimbabwéen. 2010. *National Nutritional Survey, 2010*. Harare.

<sup>16</sup> Conseil de l'alimentation et de la nutrition. 2014. *Zimbabwe National Nutrition Strategy*. Harare.

12. Des données factuelles récentes indiquent que les besoins minimaux en fer, en zinc et en calcium ne sont toujours pas satisfaits, mais l'amélioration des pratiques d'alimentation conjuguée à la consommation d'aliments riches en nutriments permet de répondre aux besoins en micronutriments des enfants de 6 à 23 mois<sup>17</sup>.
13. La dénutrition aiguë est globalement faible, mais elle persiste chez les personnes souffrant de maladies chroniques telles que le VIH et la tuberculose<sup>18</sup>. La prévalence du VIH et du sida recule, mais elle est encore de 13,7 pour cent, ce qui place le pays au cinquième rang mondial<sup>19</sup>; 80 pour cent des patients atteints de tuberculose sont séropositifs<sup>15</sup>. Une étude récente des personnes vivant avec le VIH a fait apparaître que leur insécurité alimentaire était fortement liée à la malnutrition<sup>20</sup>.

⇒ *Productivité, revenus et systèmes de production alimentaire durables des petits agriculteurs*

14. L'agriculture représente 20 pour cent du produit intérieur brut, et 70 pour cent de la population en sont tributaires<sup>21</sup>. On s'attend à ce que les déficits et les fluctuations de précipitations s'aggravent. La déforestation provoquée par l'accroissement de la population, l'expansion urbaine et la coupe de bois de feu a entraîné une augmentation de l'érosion et de la dégradation des terres, ce qui a eu pour effet de diminuer la fertilité des sols dans de nombreuses régions<sup>22</sup>.
15. Depuis les réformes agraires de 2000, 98 pour cent des agriculteurs sont des petits exploitants qui cultivent 73 pour cent des terres agricoles du pays<sup>23</sup>. La petite agriculture se caractérise par une faible productivité et un manque de compétitivité sur les marchés<sup>24</sup>, ainsi que par des contraintes telles que l'insuffisance des services de vulgarisation, les problèmes d'accès au financement et aux marchés et le manque d'informations sur les marchés.
16. Les femmes représentent 60 pour cent de la main-d'œuvre agricole<sup>15</sup>, mais elles possèdent seulement 19 pour cent des exploitations commerciales, disposent de droits d'usage sur 45 pour cent des parcelles dans les zones communales et ne sont généralement pas en mesure de prendre des décisions concernant les achats, les emprunts ou la vente<sup>25</sup>. Les biens détenus et les titres fonciers étant utilisés comme garanties pour bénéficier de prêts, les femmes se retrouvent encore plus désavantagées<sup>26</sup>.

---

<sup>17</sup> John Hopkins Bloomberg School of Public Health. 2012. *ZVITAMBO: Zimbabwe Vitamin A for Mothers and Babies Project*. Baltimore, États-Unis d'Amérique.

<sup>18</sup> Mission du PAM chargée de la conception de la stratégie de pays pour le Zimbabwe, juin 2012.

<sup>19</sup> Conseil national chargé du sida, 2014.

<sup>20</sup> Évaluation de la nutrition et étude du profil de vulnérabilité des personnes vivant avec le VIH, 2014.

<sup>21</sup> Gouvernement zimbabwéen. 2011. *Zimbabwe Medium-Term Plan, 2011-2015*. Harare.

<sup>22</sup> Chipika, J. et Kowero, G. 2000. *Deforestation of Woodlands in Communal Areas of Zimbabwe: Is it Due to Agricultural Policies?* Agriculture, Ecosystems and Environment, Volume 79, numéros 2-3, pages 175-185.

<sup>23</sup> Banque mondiale. 2009. *Zimbabwe Agrarian Sector Baseline Information Study*. Harare.

<sup>24</sup> Gouvernement zimbabwéen et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2012. *Country Programme Framework, 2012-2015*. Harare.

<sup>25</sup> USAID, analyse et évaluation de la problématique hommes-femmes aux fins du programme "Feed the Future", 2012.

<sup>26</sup> Agence nationale de la statistique du Zimbabwe. 2013. *Women and Men in Zimbabwe Report, 2012*. Harare.

17. Étant donné que de nombreux hommes migrent dans les villes du Zimbabwe ou dans des pays voisins en quête de travail, 42,6 pour cent des ménages agricoles sont dirigés par une femme<sup>27</sup>. Les envois de fonds constituent une source majeure de revenus non agricoles pour les ménages ruraux dans certaines régions<sup>28</sup>. Les femmes ne partent généralement pas de chez elles et complètent le revenu des ménages en travaillant comme ouvrières agricoles.
18. Le maïs est cultivé par 80 pour cent des ménages ruraux<sup>10,29</sup>, mais on estime le déficit céréalier à 382 000 tonnes par an<sup>29</sup>. Le rendement du maïs à l'échelle nationale, soit 0,79 tonne par hectare, est bien inférieur à la moyenne régionale<sup>10</sup>.
19. Les obstacles liés aux marchés sont particulièrement difficiles à surmonter dans les régions à déficit vivrier, où les petits commerçants rencontrent des problèmes dus à des défauts d'efficacité et à des coûts de transaction élevés<sup>30</sup>. La vente informelle et le troc sont les formes d'échange les plus courantes chez les petits agriculteurs, ce qui fait que les marchés sont très localisés. Des négociants privés commencent à acheter des quantités modérées aux petits exploitants et à développer les liens entre les marchés et les producteurs<sup>31</sup>. Les importations de maïs réalisées par le Gouvernement et ces négociants contribuent à combler le déficit céréalier<sup>10</sup>. Des sources indépendantes tablent sur une augmentation des importations de maïs en 2015/16.
20. Les problèmes de manutention et de stockage après récolte entraînent d'importantes pertes de produits alimentaires. Soixante pour cent des ménages ruraux stockent leurs cultures vivrières dans des installations non améliorées.

## Mesures et cadres d'action du Gouvernement

21. Le projet d'avenir énoncé dans le Programme du Zimbabwe pour une transformation socioéconomique durable pour 2013–2018 (Zim Asset) consiste à parvenir à une "société autonome" et à une "économie florissante". Parmi les quatre modules de ce programme figurent les suivants:
  - sécurité alimentaire et nutritionnelle: en particulier sous l'effet de la production et de la commercialisation de cultures et d'animaux d'élevage; du développement des infrastructures; de la gestion, de la protection et de la préservation de l'environnement; de la nutrition; et de l'action publique et de la législation;
  - services sociaux et élimination de la pauvreté: notamment à travers la mise en valeur du capital humain et l'autonomisation des populations; la création d'emplois; et la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes.
22. Parmi les autres politiques et programmes présentant un intérêt pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle figurent les actions menées en faveur de l'enrichissement des aliments, de la protection sociale et des filets de sécurité, de l'atténuation du déficit vivrier et des investissements agricoles. Le Zimbabwe a rejoint le mouvement Renforcer la nutrition (SUN) en 2011, et il participe à la mise en œuvre conjointe du Programme d'assistance ciblée

<sup>27</sup> FAO. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 2010-2011*. Rome.

<sup>28</sup> Muza, O. 2009. *Informal Employment, Gender and Vulnerability in Subsistence Based Agricultural Economies: Evidence from Masvingo in Zimbabwe*. Rome, FAO.

<sup>29</sup> Rapports d'évaluation des moyens d'existence en milieu rural, établis par le Comité d'évaluation de la vulnérabilité au Zimbabwe, 2012-2014.

<sup>30</sup> ACDI/VOCA. 2012. *Market Mechanisms to Achieve Food Security*. Washington, USAID.

<sup>31</sup> AUSAID et Ministère britannique du développement international (DFID). 2009. *Understanding Markets in Zimbabwe*. Harare.

saisonnaire, dans le cadre duquel le Gouvernement fournit du maïs et le PAM aide aux distributions.

## **Interventions des Nations Unies et des autres partenaires**

23. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) du Zimbabwe pour la période 2016-2020 appuie la réalisation des objectifs de transformation socioéconomique assignés au programme Zim Asset, et tient compte des constatations issues d'une évaluation du PNUAD précédent (2012-2015)<sup>32</sup>, qui préconisait de passer du financement axé sur le redressement et la transition à des approches intersectorielles intégrant la résilience et la pérennisation. La sécurité alimentaire et nutritionnelle est le premier de ses six domaines de résultat.
24. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la FAO, le PAM et l'OMS continueront de collaborer avec le Gouvernement pour mettre en œuvre le Programme-phare sur la prévention et le traitement de la malnutrition, et la nutrition sera un domaine prioritaire de la programmation conjointe.
25. Dirigés par le Coordonnateur résident des Nations Unies, les cadres stratégiques pour l'amélioration de la résilience et la lutte contre la pauvreté visent à remédier aux vulnérabilités tout en renforçant la résilience à long terme. L'objectif général est de pérenniser autant que possible les interventions en transférant progressivement les responsabilités aux acteurs nationaux.
26. Tous les partenaires de développement, y compris les organismes des Nations Unies, recueillent des données ventilées par sexe, mais ces informations ne sont guère analysées. Une étude récente a révélé que la problématique hommes-femmes n'était pas toujours prise en compte<sup>33</sup>.
27. En 2013 et 2014, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et l'Office humanitaire de la Communauté européenne se sont retirés du Zimbabwe, signe de la volonté de la communauté internationale de changer d'orientation et de soutenir les priorités de développement énoncées dans le programme Zim Asset.

⇒ *Capacités institutionnelles dans le secteur de la sécurité alimentaire et de la nutrition*

28. Le Zimbabwe dispose d'un environnement d'action propice à la mise en place de programmes en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, mais le travail sur le terrain se heurte à l'insuffisance des capacités institutionnelles de coordination, de mise en œuvre et de suivi.
29. Les principales difficultés sont l'inadéquation de la planification, du suivi et de la gestion, le manque de données et le déficit de connaissances et de compétences à l'échelle nationale et infranationale.
30. À ces difficultés s'ajoutent d'autres problèmes: i) faible niveau d'inclusion financière, en particulier des petits agriculteurs; ii) déficiences de la réglementation des marchés et des systèmes d'information; iii) manque d'investissement dans la réserve nationale de céréales; et iv) insuffisance de la collaboration avec le secteur privé, susceptible de faciliter la création d'entreprises et l'agriculture commerciale à l'échelle locale.

---

<sup>32</sup> Nations Unies. 2014. *Independent Evaluation of the 2012-2015 ZUNDAF*. Harare.

<sup>33</sup> Voir: [http://pdf.usaid.gov/pdf\\_docs/pa00jt8c.pdf](http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/pa00jt8c.pdf).

⇒ *Financement du secteur de la sécurité alimentaire et de la nutrition*

31. Le ralentissement économique a mis à mal la capacité qu'avait le Gouvernement de remplir les engagements budgétaires formulés dans la Déclaration de Maputo et le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA). L'investissement dans le secteur est dirigé par des acteurs extérieurs.
32. Certains donateurs et organismes de financement n'octroient pas de fonds directement au Gouvernement; la Banque mondiale limite son soutien à l'assistance technique, à l'analyse et à la protection sociale nationale; et le Gouvernement se tourne actuellement vers les économies émergentes pour développer les échanges et obtenir de l'aide. Certains donateurs offrent une assistance, principalement par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'organismes des Nations Unies.
33. Les partenaires de développement traditionnels appuient des programmes pluriannuels de développement économique et social liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Des fonds multidonateurs pour la transition gérés par l'UNICEF dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection de l'enfance appuient les programmes gouvernementaux. Les programmes bilatéraux de développement montrent les possibilités qu'offre la coopération Sud-Sud.

### **Contribution du PAM aux interventions nationales et enseignements tirés de l'expérience**

34. Partant des évaluations des activités du PAM au Zimbabwe, l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) en cours vise à protéger les moyens d'existence, à renforcer la résilience, à traiter la malnutrition aiguë et à remédier à l'insécurité alimentaire transitoire pendant les périodes de soudure. L'IPSR se terminera en décembre 2015. En 2014, une évaluation a permis de constater que l'intervention cadrerait avec les objectifs institutionnels et la politique du Gouvernement en matière de transferts sociaux<sup>34</sup>.
35. Un examen indépendant consacré en 2013 à la mise en œuvre par le PAM de sa politique en matière de VIH et de nutrition au Zimbabwe préconisait au Programme d'améliorer sa position dans le secteur de la nutrition et de chercher à influencer sur l'action publique en fournissant des données factuelles solides<sup>35</sup>.
36. Une mission d'examen stratégique des programmes menée en avril 2014 recommandait:  
i) que l'aide saisonnière soit assortie de conditions et que les bénéficiaires soient progressivement intégrés dans des programmes de création d'actifs; ii) qu'une attention plus grande soit accordée à la prévention du retard de croissance; iii) que le soutien aux marchés agricoles fasse partie du portefeuille d'activités du PAM; iv) que le ciblage soit réorienté afin de maximiser les synergies, d'améliorer la communication et d'encourager les partenariats; et v) que des mécanismes de recherche soient mis au point pour générer des données factuelles et faciliter la concertation sur l'action à mener<sup>36</sup>.

---

<sup>34</sup> PAM. 2014. Rapport final de l'évaluation de l'IPSR 200453. Harare. Zimbabwe.

<sup>35</sup> Institute for Health Policy Analysis. 2013. *Republic of Zimbabwe Country Review: WFP HIV and Nutrition Policy Implementation*. Washington.

<sup>36</sup> PAM. 2014. *Findings and Recommendations: Strategic Programme Review Mission to Zimbabwe*.

## Analyse des lacunes

37. L'examen stratégique de l'initiative Faim zéro au Zimbabwe a relevé des lacunes dans les domaines suivants: i) mise en œuvre des politiques et des programmes; ii) intervention face aux risques climatiques et aux risques de catastrophe; iii) intégration des petits agriculteurs sur les marchés; iv) réserve stratégique de céréales; v) participation du secteur privé; vi) activités de plaidoyer destinées à mieux faire comprendre les questions relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle; et vii) attention portée aux pertes et au gaspillage de produits alimentaires.
38. Le PAM offre une contribution précieuse dans les domaines de l'accès à la nourriture, de la lutte contre la dénutrition, du renforcement de la résilience, de la réduction des risques de catastrophe et de l'appui aux petits agriculteurs et à leur communauté. Cependant, pour exploiter au mieux son avantage comparatif, il doit concentrer son action sur les points suivants:
- coordination des interventions nationales, en tenant compte en particulier du morcellement de la collaboration avec les partenaires, de l'influence des priorités de ces derniers sur les programmes et du manque de compréhension des conséquences à long terme de l'insécurité alimentaire;
  - mise en œuvre des politiques à l'échelle des communautés, en prenant en considération l'insuffisance des ressources financières et humaines des entités locales chargées de l'exécution des programmes, l'inadéquation de la consultation des communautés, le manque de données et la faiblesse de la participation du secteur privé;
  - mobilisation des ressources pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable, sachant que moins de 1 pour cent du budget national est alloué à des activités de nutrition;
  - réduction des risques climatiques et des risques de catastrophe, en s'intéressant plus particulièrement aux obstacles aux investissements du Gouvernement, du secteur privé et de la société civile et à l'insuffisance du suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle lié aux alertes rapides;
  - institutions et systèmes d'appui à l'agriculture, surtout en ce qui concerne la production et la commercialisation par les petits exploitants;
  - incitations, structures et systèmes relatifs aux marchés, étant donné que de nombreuses personnes en situation d'insécurité alimentaire ne sont pas en mesure d'acheter des vivres leur permettant d'avoir un régime alimentaire sain;
  - gestion et contrôle des actifs et des terres agricoles, sachant qu'un grand nombre de petits barrages et de systèmes d'irrigation sont hors d'état;
  - perceptions du rôle et des avantages comparatifs du PAM, car les problèmes de financement ont freiné le PAM dans sa mutation consistant à axer ses activités sur l'amélioration de la résilience à long terme, ce qui a contribué à donner l'impression qu'il fournissait uniquement des secours humanitaires. Il faut faire plus pour apporter la preuve des avantages comparatifs du PAM.

---

## ORIENTATION STRATEGIQUE DU PAM AU ZIMBABWE POUR 2016-2020

39. Le présent plan stratégique de pays s'attaque aux défis répertoriés, en proposant des actions prioritaires fondées sur les enseignements tirés de l'expérience, la crédibilité du PAM, les discussions avec le Gouvernement, les donateurs et d'autres partenaires, l'examen

stratégique de l'initiative Faim zéro et une évaluation des possibilités de financement. Il réaffirme la mutation consistant à abandonner la priorité donnée aux secours humanitaires afin de mettre de plus en plus l'accent sur le redressement, le renforcement de la résilience et les solutions de financement à long terme<sup>37</sup>.

40. Le plan concorde avec les modules du programme Zim Asset concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les services sociaux et l'élimination de la pauvreté, ainsi qu'avec le PNUAD pour la période 2016-2020.

### **Orientation, priorité et impacts escomptés**

41. L'investissement est essentiel. Pour intégrer son portefeuille d'activités dans les programmes nationaux de protection sociale et d'amélioration de la résilience, le PAM poursuivra ses activités de gestion des connaissances, en produisant des données factuelles et en renforçant les institutions et les systèmes nationaux dont le rôle est de réduire la faim à zéro.
42. Le PAM adopte actuellement une démarche "minimaliste", et se concentre sur certaines zones géographiques démunies tout en reliant ses activités à des options de financement innovantes. Les programmes tiendront compte de la nutrition, bénéficieront des éclairages apportés par les analyses de la problématique hommes-femmes et de la protection et appliqueront le principe consistant à "ne pas nuire". Le PAM analysera les besoins des populations vulnérables et y répondra.
43. Le présent plan stratégique vise à aider le Gouvernement à obtenir les résultats stratégiques suivants:
  - Le système de protection sociale est renforcé pour améliorer la résilience des populations présentant une vulnérabilité aiguë ou chronique et garantir ainsi leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.
  - Les moyens d'existence d'au moins 30 pour cent des ménages vulnérables résistent mieux aux chocs et aux facteurs de perturbation d'ici à 2025.
  - Des services essentiels de nutrition efficaces et assurés et intégrés au niveau intersectoriel, contribuent à réduire le retard de croissance à 10 pour cent d'ici à 2025.
  - Les petits agriculteurs ont les moyens de tripler les quantités commercialisées de céréales et de légumes secs résistants à la sécheresse d'ici à 2025.
  - Les besoins alimentaires essentiels des populations vulnérables sont satisfaits toute l'année d'ici à 2030.

### **Résultat stratégique 1: Le système de protection sociale est renforcé pour améliorer la résilience des populations présentant une vulnérabilité aiguë ou chronique et garantir ainsi leur sécurité alimentaire et nutritionnelle**

44. Les crises récurrentes ont affaibli les capacités d'adaptation. Le PAM cherche à renforcer les capacités des acteurs gouvernementaux afin qu'ils puissent prévenir les chocs et les facteurs de perturbation saisonniers, s'y préparer, y faire face et s'en relever. Son action va dans le sens des priorités du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe

---

<sup>37</sup> Si des secours humanitaires étaient de nouveau nécessaires, le PAM ferait appel à ses mécanismes existants d'intervention en situation d'urgence.

2015-2030<sup>38</sup>, et contribue à la réalisation de la cible 1 de l'objectif de développement durable 2, de l'Objectif stratégique 3 du PAM et de l'engagement 3c énoncé dans la Déclaration de Malabo, ainsi qu'à la mise en œuvre des recommandations 1, 2, 4, 5 et 6 formulées dans le cadre de l'examen stratégique de l'initiative Faim zéro au Zimbabwe.

## Activités

⇒ *Mettre à disposition des compétences d'analyse pour faire comprendre les causes de la faim et de la vulnérabilité*

45. Le PAM appuiera le Conseil de l'alimentation et de la nutrition, notamment en lui donnant des moyens supplémentaires pour gérer les mécanismes d'alerte rapide, analyser les facteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et gérer une analyse intégrée du contexte dans la perspective d'une planification du développement par district. Le PAM s'assurera qu'une base de données centrale est mise en place – comprenant en particulier des données sur la nutrition, le VIH et d'autres aspects relatifs à la problématique hommes-femmes –, de manière à permettre à cet organisme de fonctionner comme un centre d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de surveiller et de coordonner les programmes nationaux de lutte contre la faim. En collaboration avec le Conseil de l'alimentation et de la nutrition, le PAM renforcera aussi les capacités d'étude et de mise en œuvre des programmes du Comité zimbabwéen d'analyse de la vulnérabilité.

⇒ *Rechercher des mécanismes innovants de gestion des risques, d'assurance et de financement*

46. Le PAM continuera de faciliter la collaboration avec le dispositif de mise en commun des risques financiers prévu par la Mutuelle panafricaine de gestion des risques<sup>39</sup> et lancera la première phase de son fonds renouvelable destiné à renforcer la sécurité alimentaire et la résilience face aux aléas climatiques (FoodSECuRE), avec le concours du Gouvernement et d'autres partenaires. D'autres initiatives seront examinées<sup>40</sup>.

⇒ *Appuyer les programmes de transferts sociaux dans le cadre du système national de protection sociale*

47. Le PAM et ses partenaires aideront le Gouvernement à mettre en place un système d'information central sur la protection sociale contenant des données ventilées par sexe et par âge, susceptible d'être utilisé pour le ciblage, le suivi, l'établissement des rapports et la définition des modalités de transfert. Ce système intégrera l'assistance saisonnière appuyée par le PAM dans le cadre national de protection sociale et jettera les bases permettant d'assurer la concordance avec le Programme harmonisé de transferts sociaux sous forme d'espèces et de plaider en faveur de la réalisation d'objectifs nutritionnels.

⇒ *Appuyer le rétablissement de la réserve nationale de céréales*

48. Conformément aux recommandations issues de l'examen stratégique de l'initiative Faim zéro au Zimbabwe, le Gouvernement étudiera la relance de la réserve nationale de céréales avec les parties prenantes concernées. Le PAM pourrait apporter son concours dans les

---

<sup>38</sup> Voir: [http://www.wcdrr.org/uploads/Sendai\\_Framework\\_for\\_Disaster\\_Risk\\_Reduction\\_2015-2030.pdf](http://www.wcdrr.org/uploads/Sendai_Framework_for_Disaster_Risk_Reduction_2015-2030.pdf).

<sup>39</sup> Voir: <http://www.africanriskcapacity.org/>.

<sup>40</sup> Voir: <https://www.wfp.org/climate-change/foodsecure> et <https://www.wfp.org/climate-change/r4-rural-resilience-initiative>.

domaines de la logistique, de la sécurité sanitaire des aliments, du contrôle de la qualité, de la gestion des stocks, de l'élaboration de la politique d'achats et de la formation.

⇒ *Appuyer le rétablissement du programme national d'alimentation scolaire*

49. Le PAM fournira une assistance technique pour aider le Gouvernement à rétablir le programme national d'alimentation scolaire et à relier celui-ci au système de protection sociale et au secteur agricole afin de diversifier le régime alimentaire et de remédier aux carences en micronutriments.

## **Résultat stratégique 2: Les moyens d'existence d'au moins 30 pour cent des ménages vulnérables résistent mieux aux chocs et aux facteurs de perturbation d'ici à 2025**

50. La fragilité des moyens d'existence et la détérioration des actifs accentuent la vulnérabilité des personnes les plus pauvres face aux chocs. À l'échelle infranationale, les capacités de gestion des activités de développement ont régressé.
51. L'action du PAM vise à améliorer les moyens d'existence des personnes les plus exposées à l'insécurité alimentaire en développant et en protégeant les actifs productifs. Les capacités dont le Gouvernement dispose pour faciliter cette action au niveau des districts et des communautés seront renforcées afin d'intégrer les activités dans d'autres initiatives.
52. Ce résultat stratégique contribue à la réalisation de la cible 1 de l'objectif de développement durable 2 et de l'Objectif stratégique 3 du PAM.

### **Activités**

⇒ *Renforcer les capacités dont disposent les districts jugés prioritaires pour planifier et gérer l'amélioration de la résilience*

53. Le PAM continuera d'accroître les moyens dont le Gouvernement et les autres partenaires disposent pour mettre en œuvre des programmes saisonniers fondés sur les moyens d'existence au niveau des districts ainsi que des activités de planification communautaire participative. Mi-2015, à la suite de l'analyse intégrée du contexte, huit programmes de ce type et 360 plans d'action communautaires avaient été menés à bien. Le PAM concentrera son action sur les capacités de gestion des conseils des districts ruraux et des comités de district chargés de l'alimentation et de la nutrition.

⇒ *Appuyer la création et la remise en état d'actifs afin d'instaurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle*

54. La stratégie du PAM privilégie les transferts assortis de conditions<sup>41</sup> et la création d'actifs pour améliorer les moyens d'existence et réduire les risques de catastrophe. Les analyses des moyens d'existence qui tiennent compte des problèmes liés aux inégalités entre hommes et femmes aideront à diversifier les sources de revenus conformément aux politiques gouvernementales relatives aux transferts sociaux et à la participation des communautés. La création d'actifs productifs sera reliée aux activités menées par le PAM pour appuyer la

---

<sup>41</sup> Octroyés en contrepartie de la réalisation par les bénéficiaires d'activités ou de travaux précis.

nutrition et les marchés agricoles<sup>42</sup> dans les districts prioritaires afin de contribuer à la réalisation d'autres résultats stratégiques.

### **Résultat stratégique 3: Des services essentiels de nutrition efficaces et efficaces, assurés et intégrés au niveau intersectoriel, contribuent à réduire le retard de croissance à 10 pour cent d'ici à 2025**

55. Le PAM peut contribuer à la réalisation de l'objectif du Gouvernement consistant à réduire le retard de croissance, en resserrant les liens entre les travaux de recherche et le travail sur le terrain afin de rendre les politiques en matière d'alimentation et de nutrition plus efficaces et plus cohérentes dans l'ensemble des secteurs concernés.
56. Tous les systèmes de protection sociale doivent comprendre une composante relative à la nutrition, de sorte que ce résultat stratégique soit relié à tous les autres. L'action du PAM vise à faire reculer la dénutrition parmi les populations ciblées, à réduire les disparités au niveau de la prévalence de la malnutrition tenant au sexe ou à l'âge et à renforcer les capacités dont le Gouvernement et les autres parties prenantes disposent pour concevoir et mettre en œuvre des politiques et des programmes tenant compte de la nutrition.
57. Ce résultat stratégique contribue à la réalisation de la cible 2 de l'objectif de développement durable 2, de l'Objectif stratégique 4 du PAM, de l'engagement 3d énoncé dans la Déclaration de Malabo et des engagements pris par le Gouvernement eu égard au mouvement SUN, au programme Zim Asset, à la politique en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et la stratégie en faveur de la nutrition.

#### **Activités**

⇒ *Contribuer à l'élaboration d'un programme de recherche axé sur la nutrition et à la surveillance nutritionnelle*

58. Pour communiquer au Gouvernement des données factuelles que celui-ci pourra exploiter en vue d'élaborer ses politiques et programmes en matière de nutrition, le PAM et des établissements universitaires soutiendront les travaux de recherche consacrés aux causes de la dénutrition, en s'intéressant à l'enrichissement des aliments à l'échelle nationale, aux modalités de distribution des aliments nutritifs spéciaux et aux stratégies de promotion de l'enrichissement local des aliments. Les études porteront sur les problèmes freinant la récupération nutritionnelle et le respect du traitement antirétroviral. Le PAM aidera à surveiller et à évaluer la prévention de la dénutrition dans le cadre de systèmes de suivi de la sécurité alimentaire.

⇒ *Appuyer la prévention du retard de croissance dans les districts jugés prioritaires*

59. Le PAM, l'UNICEF, la FAO, l'OMS et le Fonds des Nations Unies pour la population aideront les autorités de district à mettre en œuvre l'approche communautaire du Gouvernement qui consiste à lutter contre le retard de croissance en sensibilisant la population au problème de la dénutrition; les activités porteront principalement sur les 1 000 premiers jours de la vie, la nutrition avant la grossesse et la justification économique de l'appui du PAM aux initiatives. Le PAM privilégiera la conception de programmes présentant un bon rapport coût-efficacité et la transposition des activités à plus grande

---

<sup>42</sup> Les activités seront déterminées en fonction des résultats des analyses des moyens d'existence et consisteront probablement à cultiver des jardins potagers, à diversifier les cultures, à repeupler des étangs de pisciculture et à aménager des bassins versants.

échelle afin d'accroître l'accès aux éléments nutritifs. La sensibilisation à la nutrition consistera notamment à communiquer des messages préconisant d'améliorer les pratiques d'alimentation des enfants, en particulier pour éviter la malnutrition chez les garçons.

⇒ *Appuyer le traitement de la malnutrition aiguë modérée dans les régions à forte prévalence du VIH et du sida*

60. Le PAM aidera le Ministère de la santé et de la jeunesse à réduire la malnutrition aiguë modérée chez les patients recevant un traitement contre le VIH et le sida ainsi que la tuberculose. Quelle que soit leur situation pour ce qui est du VIH, du sida et de la tuberculose, les enfants de moins de 5 ans ainsi que les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition qui bénéficient des programmes de santé maternelle et infantile recevront des suppléments nutritionnels, des aliments enrichis et d'autres formes d'appui nutritionnel selon que de besoin. L'intégration de l'appui nutritionnel dans les services de traitement dépendra des partenariats conclus avec les organisations disposant des ressources financières et du savoir-faire nécessaires en la matière. Une évaluation prévue en août 2015 permettra d'apporter des ajustements aux programmes le cas échéant, et les données factuelles issues des études et des évaluations seront exploitées pour guider le développement des capacités afin de faciliter la transition vers une prise en charge nationale des activités.

⇒ *Aider le Ministère de la santé à mettre en œuvre sa stratégie concernant les micronutriments*

61. Le PAM aidera à coordonner la stratégie relative aux micronutriments en collaboration avec l'UNICEF. Partant de son évaluation de l'enrichissement des aliments<sup>43</sup>, le PAM renforcera les capacités locales nécessaires dans ce domaine et plaidera en faveur de la mise en place d'un réseau SUN afin de collaborer avec le secteur privé pour lutter contre la dénutrition et les carences en micronutriments.

#### **Résultat stratégique 4: Les petits agriculteurs ont les moyens de tripler les quantités commercialisées de céréales et de légumes secs résistants à la sécheresse d'ici à 2025**

62. Les activités que le PAM mène en faveur des achats locaux et régionaux, en s'appuyant sur l'expérimentation de l'initiative Achats au service du progrès<sup>44</sup>, peuvent être très utiles dans le cadre des initiatives de renforcement de la résilience. En effet, elles contribuent à faciliter l'accès aux marchés, réduire le plus possible les pertes de produits alimentaires et améliorer la qualité et la sécurité sanitaire des aliments, et ainsi à accroître les revenus des petits agriculteurs, ce qui permet à ceux-ci d'accéder à la nourriture et de satisfaire d'autres besoins.

63. La demande du PAM peut stimuler les marchés des céréales, des légumineuses et des légumes secs résistants à la sécheresse, qui sont insuffisamment développés. Traditionnellement plantés par les femmes, les légumes secs et les légumineuses sont d'importantes sources de protéines. Les achats locaux utilisés dans les programmes de protection sociale peuvent garantir une demande continue et stabiliser les revenus.

---

<sup>43</sup> Ministère de la santé et de la jeunesse. 2013. *Feasibility Assessment and Background Analysis for Zimbabwe National Food Fortification Strategy*. Harare, Zimbabwe.

<sup>44</sup> "Rapport succinct de l'évaluation stratégique de la phase pilote de l'initiative Achats au service du progrès du PAM (2008-2013)" (WFP/EB.1/2015/5-C).

64. Les activités portent essentiellement sur le transfert de compétences, la réparation des infrastructures et la réduction des inégalités entre les sexes, et contribuent à la réalisation de l'engagement 3a de la Déclaration de Malabo, de la cible 3 de l'objectif de développement durable 2 et de l'Objectif stratégique 3 du PAM.

### **Activités**

⇒ *Élaborer un mécanisme de coordination des achats locaux*

65. Le PAM utilisera ses mécanismes d'achats locaux et sa demande pour mettre à profit les investissements et le savoir-faire de parties prenantes telles que la FAO, les négociants ayant accès à des programmes de crédit et les ONG ayant mis sur pied des groupements d'agriculteurs. Les négociants cherchant à s'approvisionner auprès de petits exploitants pourront participer aux appels d'offres du PAM.

⇒ *Donner aux organisations d'agriculteurs les moyens de commercialiser des cultures résistantes à la sécheresse*

66. Au Zimbabwe, la plupart des agriculteurs sont des petits exploitants qui n'ont pas les moyens d'accéder aux marchés. Le PAM, la FAO et les ONG partenaires renforceront les capacités des groupements d'agriculteurs, en concentrant leurs activités sur les compétences en matière de gestion, de commercialisation et de comptabilité, sur l'accès à l'information relative aux marchés et sur les modalités habituelles de soumission des appels d'offres et de conclusion de contrats de sous-traitance. Le PAM veillera en particulier à aider les femmes dirigeant de petites exploitations à accéder aux marchés.

⇒ *Appuyer la mise en place de dispositifs de microstockage et améliorer le traitement après récolte*

67. Le PAM et la FAO étudieront la gestion des pertes après récolte. Il sera peut-être nécessaire d'investir dans la construction ou la réparation d'installations de stockage et de transformation. Des liens avec les programmes de création d'actifs seront établis si possible.

⇒ *Appuyer l'élaboration d'un système de récépissés d'entrepôt*

68. Depuis 2014, le PAM a participé aux discussions organisées par le Gouvernement sur la restauration du système national de récépissés d'entrepôt, et il peut aider à la réparation des installations et à la mise en place de nouveaux mécanismes de gestion. La possibilité d'établir des liens avec le système national de réserve de céréales sera étudiée.

### **Résultat stratégique 5: Les besoins alimentaires essentiels des populations vulnérables sont satisfaits toute l'année d'ici à 2030**

69. Ce résultat stratégique vise à améliorer l'accès à la nourriture et à favoriser la consommation parmi les populations vulnérables. Il contribue à la réalisation de la cible 1 de l'objectif de développement durable 2, de l'engagement 3c figurant dans la Déclaration de Malabo et de l'Objectif stratégique 2 du PAM.

## Activités

⇒ *Fournir une assistance assortie de conditions pour répondre aux besoins saisonniers en matière d'alimentation et de nutrition*

70. Le ciblage sera établi en fonction des moyens des ménages et du contexte. Les ménages seront progressivement pris en charge dans le programme de création d'actifs, de façon à réduire la nécessité de l'aide pendant les saisons de soudure. La mise en place de liens entre le renforcement des moyens d'existence et l'appui aux marchés aidera les ménages à sortir de la pauvreté. Le PAM intégrera son intervention de lutte contre la faim saisonnière dans le nouveau système de protection sociale.

⇒ *Renforcer les capacités opérationnelles des entités de district chargées des interventions en cas de catastrophe et de l'aide saisonnière*

71. Le PAM fournira une assistance technique et des cours de formation aux autorités de district et aidera ces dernières à mettre en application la politique en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle en lien avec le système de protection sociale. Priorité sera donnée, à l'échelle des districts, aux unités s'occupant de la protection civile, aux comités chargés de l'alimentation et de la nutrition et aux comités de secours en cas de sécheresse responsables de l'aide distribuée pendant les saisons de soudure.

⇒ *Fournir en temps voulu une assistance alimentaire adaptée aux réfugiés*

72. Le Zimbabwe accueille 7 000 réfugiés et demandeurs d'asile dans le camp de réfugiés de Tongogara. Dans la mesure des ressources disponibles, le PAM fournira une assistance alimentaire à ces populations sur la base d'une évaluation récente de leur sécurité alimentaire et nutritionnelle et de leurs moyens d'existence – menée conjointement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. L'assistance sera progressivement assortie de conditions; les transferts sous forme de vivres et d'espèces garantiront des régimes alimentaires diversifiés et nutritifs<sup>45</sup>.

---

## MISE EN APPLICATION DU PLAN

### Approche retenue

73. Le présent plan stratégique de pays s'inspire des principes ci-après:

74. *Intégration dans les politiques nationales.* Conformément au programme Zim Asset et à la politique nationale en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, le PAM, le Gouvernement et les autres parties prenantes intégreront leurs activités dans les nouveaux programmes de protection sociale et de renforcement de la résilience.

75. *Analyse et collaboration fondée sur des données factuelles.* Le PAM continuera d'utiliser son avantage comparatif en matière d'analyse pour mieux faire comprendre les causes de la faim et de la vulnérabilité, en communiquant au Gouvernement et aux parties prenantes des données factuelles susceptibles d'être exploitées dans l'élaboration des programmes et des politiques.

76. *Développement des capacités et assistance technique.* Le PAM mettra l'accent sur le renforcement des institutions et des programmes gouvernementaux qui visent à remédier

---

<sup>45</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et PAM. 2014. *Joint Assessment Mission Report, Tongogara Refugee Camp, Zimbabwe*. Harare.

durablement à la faim, en cherchant, avec le concours du Gouvernement, à déterminer quels sont les besoins sur le plan technique.

77. *Nutrition.* Le PAM cherchera par son appui à optimiser les initiatives relatives à la nutrition.
78. *Adoption d'une démarche "minimaliste".* Le PAM entend privilégier la qualité plutôt que l'ampleur de la couverture. Partant de l'analyse intégrée du contexte, les districts seront regroupés en fonction des actions à mener. À l'échelle des districts, des programmes saisonniers fondés sur les moyens d'existence mettront à profit les synergies trouvées avec les interventions des partenaires.
79. *Prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes et protection.* Les politiques du PAM en matière de problématique hommes-femmes et de protection s'appliqueront à toutes les interventions. Une grande proportion des petits exploitants sont des femmes, et le PAM veillera à ce qu'elles puissent participer aux programmes de création d'actifs et de soutien des marchés.

## **Partenariats**

80. Conformément à la stratégie institutionnelle du PAM en matière de partenariat, le présent plan met l'accent sur les partenariats à long terme qui s'appuient sur la complémentarité des ressources et des compétences.
81. De nombreuses ONG partenaires du PAM participent au groupe de travail sur l'assistance alimentaire qu'il a mis sur pied. Dans le cadre de leur programme-phare sur la nutrition, le PAM, la FAO, l'UNICEF et l'OMS suivent une approche multisectorielle pour lutter contre le retard de croissance dans quatre districts, avant d'étendre l'intervention à d'autres districts. En concertation avec le Gouvernement et les parties prenantes, le PAM examine ce qu'il peut faire pour contribuer à l'élaboration d'un programme de filets de sécurité comprenant des activités de création d'actifs, d'amélioration de la nutrition et d'appui aux marchés. Le PAM travaille aux côtés du Programme des Nations Unies pour le développement et de la FAO à l'élaboration d'une stratégie conjointe de renforcement de la résilience et de lutte contre la pauvreté, et il se coordonnera avec ses partenaires pour prendre en compte la problématique hommes-femmes de manière systématique.
82. Le PAM collabore avec le Conseil de l'alimentation et de la nutrition, les parties prenantes du secteur de la sécurité alimentaire et le Ministère des services publics, du travail et des affaires sociales afin de mettre la dernière main à la politique en matière de protection sociale, et il aidera ce dernier à mettre en place des programmes de transferts sous forme d'espèces et de bons. Le Ministère de la santé et de la jeunesse compte également parmi les partenaires du PAM. La collaboration avec le Ministère de l'agriculture, de la mécanisation et du développement de l'irrigation porte principalement sur le développement des capacités et l'accès des petits agriculteurs aux marchés. Le PAM appuie aussi le Ministère de l'administration locale en renforçant les capacités des autorités locales en matière de planification et de coordination. Fin 2014, il a en outre aidé le Ministère de l'enseignement primaire et secondaire à élaborer une politique d'alimentation scolaire.
83. Le PAM encouragera la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire avec le concours de partenaires bilatéraux de développement au Zimbabwe et de la Communauté de développement de l'Afrique australe.

## Implications pour le bureau de pays

84. Grâce à l'adoption d'une approche systémique axée sur l'assistance technique, le PAM sera plus facilement perçu comme étant en mesure de contribuer au développement et au renforcement de la résilience tout en restant capable d'intervenir dans les situations d'urgence. Le PAM formera le personnel au développement des capacités et à la concertation sur l'action à mener, et répartira les crédits budgétaires de manière équitable entre ses opérations et son engagement stratégique. Des compétences supplémentaires seront nécessaires dans les domaines suivants: protection sociale, nutrition, soutien des marchés, analyse de la vulnérabilité, réduction des risques de catastrophe, résilience, manutention après récolte, technologie alimentaire, recherche, concertation sur l'action à mener et mise en place de partenariats. Le soutien du Siège et du bureau régional sera sollicité selon que de besoin.

## RESSOURCES AU SERVICE DES RESULTATS

85. Le budget de ce plan quinquennal est estimé à 155 millions de dollars É.-U. (Tableau 1). On s'attend à ce que la situation au Zimbabwe continue de s'améliorer, et les investissements dans le développement des capacités augmenteront progressivement.

86. On trouvera au tableau 1 les coûts correspondant à chacun des résultats stratégiques.

<b>TABLEAU 1: BUDGET ANNUEL ESTIMÉ (en dollars)</b>						
	<b>Année 1 2016</b>	<b>Année 2 2017</b>	<b>Année 3 2018</b>	<b>Année 4 2019</b>	<b>Année 5 2020</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat stratégique 1</b>	780 000	1 220 000	1 480 000	1 800 000	2 260 000	<b>7 540 000</b>
<b>Résultat stratégique 2</b>	9 140 000	10 480 000	12 690 000	12 050 000	12 410 000	<b>56 770 000</b>
<b>Résultat stratégique 3</b>	4 260 000	4 260 000	3 240 000	2 820 000	1 850 000	<b>16 430 000</b>
<b>Résultat stratégique 4</b>	850 000	1 300 000	1 720 000	2 250 000	2 360 000	<b>8 480 000</b>
<b>Résultat stratégique 5</b>	25 000 000	14 040 000	11 610 000	10 710 000	5 120 000	<b>66 480 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>40 030 000</b>	<b>31 300 000</b>	<b>30 740 000</b>	<b>29 630 000</b>	<b>24 000 000</b>	<b>155 700 000</b>

87. Le budget consacré au résultat stratégique 1 (4,9 pour cent du total) couvre les investissements dans les ressources humaines, la formation, l'élaboration des systèmes et l'appui aux politiques et aux institutions, de façon à accroître les capacités des acteurs nationaux et à permettre au Gouvernement de prendre en main la gestion des solutions au problème de la faim.

88. La part du budget allouée au résultat stratégique 2 (37 pour cent) vise à financer l'augmentation du nombre de bénéficiaires lors des deux premières années, période au cours de laquelle les personnes recevant jusque-là une aide non assortie de conditions seront intégrées dans d'autres activités. À terme, une fois que les investissements dans la création d'actifs se seront concrétisés, le PAM pourra se limiter à un rôle consultatif.

89. Le résultat stratégique 3 représente 11 pour cent du budget et comprend une dotation de 10 millions de dollars destinée à financer les transferts liés à la nutrition. Ces investissements

diminueront à mesure que le Gouvernement et les partenaires prendront en main les opérations.

90. Le résultat stratégique 4 mobilise 5 pour cent du budget. Les investissements sont faibles au cours de la première année, mais ils augmentent par la suite.
91. Le résultat stratégique 5 équivaut à 42 pour cent du budget. Ces investissements vont diminuer progressivement à mesure: i) que les bénéficiaires passeront à des activités de création d'actifs; ii) que les actifs créés renforceront la résilience des communautés, en réduisant la nécessité des aides pendant les périodes de soudure; et iii) que les mécanismes innovants de gestion des risques, de financement et de transfert donneront naissance à des sources supplémentaires de financement des interventions en cas de catastrophe et des programmes relatifs à la résilience. L'aide fournie par le PAM pendant les périodes de soudure ne devrait plus être nécessaire après 2020.
92. Les modalités de transfert seront choisies en fonction des évaluations. La proportion des transferts fondés sur les marchés augmentera au cours de la mise en œuvre, les transferts monétaires étant, à terme, la modalité à privilégier lorsque l'appui du PAM sera intégré dans le système de protection sociale.
93. Le bureau de pays a reçu 50 millions de dollars par an entre 2010 et 2014, et dispose de contributions confirmées d'un montant de 20,5 millions de dollars pour 2015. Il a été restructuré pour s'adapter à l'évolution du contexte, et possède des compétences reconnues dans des domaines autres que l'intervention humanitaire. Le bureau régional aide à mobiliser des ressources de sorte que le bureau de pays puisse communiquer ces changements aux parties prenantes.
94. Si les ressources venaient à manquer, les activités seraient menées par ordre de priorité. Par exemple, la prévention du retard de croissance aurait priorité sur l'appui nutritionnel à l'intention des patients sous traitement antirétroviral et antituberculeux, et l'aide pendant les périodes de soudure passerait avant la création d'actifs au cours des premières années du plan. Le soutien saisonnier perdra de son caractère prioritaire au fil de l'intégration des bénéficiaires dans les programmes de filets de sécurité axés sur des activités productives et les programmes fondés sur les moyens d'existence.

---

## **GESTION DE LA PERFORMANCE ET EVALUATION**

95. Le PAM élaborera un plan de suivi et d'évaluation destiné à mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés à l'issue de l'examen stratégique de l'initiative Faim zéro au Zimbabwe. Des indicateurs d'effet direct et de performance seront évalués tous les ans en coordination avec l'Agence nationale de la statistique du Zimbabwe. L'outil de suivi et d'évaluation des bureaux de pays (COMET) permettra de recueillir des informations destinées à l'établissement des rapports normalisés sur les résultats.
96. Les indicateurs d'effet direct, de produit et de processus seront ventilés par sexe. Des informations de référence seront générées à partir des données actuellement disponibles et d'enquêtes futures. Un examen à mi-parcours sera effectué au cours de la troisième année et une évaluation du portefeuille de pays sera conduite à la fin de la quatrième année. Leur objectif sera de déterminer l'état d'avancement des opérations et de fournir des éléments d'information pour éclairer les futures activités d'appui. Tous deux mesureront les progrès réalisés en matière d'équité des sexes.

97. Le suivi et l'évaluation permettront de rendre compte des opérations et, conjugués aux enseignements tirés de l'expérience, fourniront des données factuelles dont le PAM pourra s'inspirer pour ajuster ses activités.
98. Des indicateurs de performance clés seront dégagés conformément aux cibles définies par le système de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle géré par le Conseil de l'alimentation et de la nutrition. Une analyse des tendances effectuée tous les trois ans et tous les cinq ans permettra d'évaluer les progrès accomplis par rapport aux tendances passées. Les indicateurs de performance clés permettront de suivre les avancées obtenues dans l'élimination des disparités entre les sexes.

---

## GESTION DES RISQUES

99. Pour lever les éventuelles réticences du Gouvernement et des partenaires, le PAM veillera à ce qu'ils soient tous consultés et à ce que leurs rôles respectifs dans la mise en œuvre du plan soient clairement établis, et il suivra à cet égard une démarche fondée sur des données factuelles.
100. Le PAM gèrera le risque de manque de soutien de la part des donateurs en faisant la preuve des avantages qu'il offre en tant que partenaire dans les domaines de l'alimentation et de la nutrition ainsi que des filets de sécurité, y compris lors des consultations menées dans le cadre de l'examen stratégique de l'initiative Faim zéro et de la rédaction du présent plan sous sa forme définitive.
101. Pour s'assurer que son bureau de pays dispose de moyens suffisants, le PAM évaluera le profil du personnel qui y travaille et dispensera des cours de formation afin de combler les éventuelles lacunes. Il appuiera le développement des capacités des organismes de contrepartie gouvernementaux et des partenaires manquant de moyens d'exécution. Des critères stricts seront appliqués pour sélectionner les partenaires.
102. Si l'instabilité politique, économique ou météorologique menace les acquis du développement, le PAM maintiendra la priorité qu'il accorde au développement et à la résilience à long terme tout en répondant aux besoins humanitaires si nécessaire.

## ANNEXE I: CADRE LOGIQUE

**Objectif de développement durable (ODD) 2: Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable**

**Mission assignée au programme Zim Asset**

Mettre en place un environnement propice à une émancipation économique et à une transformation sociale durables de la population du Zimbabwe.

**Piliers du programme Zim Asset**

- 1) Sécurité alimentaire et nutrition
- 2) Services sociaux et élimination de la pauvreté

**Objectif de la politique du Zimbabwe en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle**

Promouvoir et assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de chacun et à tout moment au Zimbabwe, en particulier des personnes les plus vulnérables, dans le respect des normes et des valeurs culturelles et du principe de rétablissement et de maintien de la dignité des familles.

**Engagements essentiels:**

- 1) Agriculture et sécurité alimentaire
- 2) Aide sociale et protection sociale
- 3) Sécurité sanitaire des aliments et normes
- 4) Sécurité nutritionnelle

**Effets du PNUAD:**

- 1.1) Les ménages ciblés dans les zones rurales et urbaines ont amélioré leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- 1.2) Les communautés ont les moyens de s'adapter au changement climatique et renforcent la résilience au profit de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages.
- 4.1) Les institutions clés élaborent et mettent en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes socioéconomiques afin d'améliorer les moyens d'existence et de réduire la pauvreté dans les communautés.
- 6.1) Les populations vulnérables accèdent plus facilement aux services sociaux de base et y ont davantage recours.
- 6.3) Les ménages vivant sous le seuil de pauvreté alimentaire accèdent plus facilement aux services de protection sociale et y ont davantage recours.

**Résultat stratégique 1**

Le système de protection sociale est renforcé pour améliorer la résilience des populations présentant une vulnérabilité aiguë ou chronique et garantir ainsi leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.

**ODD 2, cible 1**

D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, ait accès toute l'année à une alimentation adéquate nutritive.

**Effet direct 1.1**

Intégration des programmes de filets de sécurité renforçant la sécurité alimentaire et tenant compte de la nutrition dans le système national de protection sociale et dans les plans de mise en œuvre.

**Hypothèses**

Le Gouvernement demeure déterminé à investir des ressources dans le système national de protection sociale.

**Effet direct 1.2**

Développement des capacités pour répondre aux besoins en matière de sécurité alimentaire à l'échelle nationale.

Les partenaires de développement continuent d'appuyer les programmes de protection sociale.

**Résultat stratégique 2**

Les moyens d'existence d'au moins 30 pour cent des ménages vulnérables résistent mieux aux chocs et aux facteurs de perturbation d'ici à 2025.

**ODD 2, cible 1**

D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, ait accès toute l'année à une alimentation nutritive.

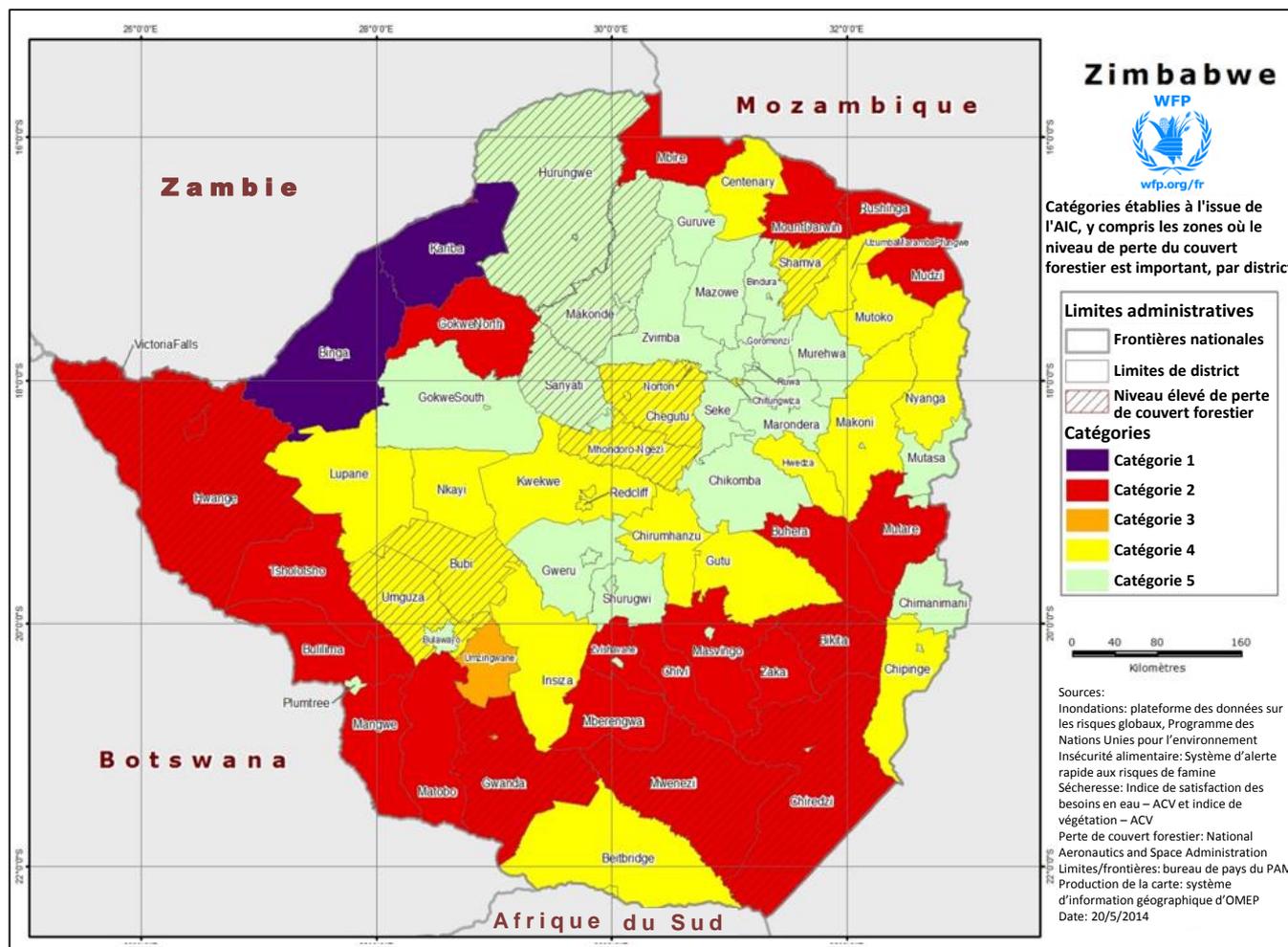
<b>ANNEXE I: CADRE LOGIQUE</b>	
<p><b>Effet direct 2.1</b> Amélioration de l'accès aux moyens d'existence ayant contribué à renforcer la résilience des communautés et des ménages en situation d'insécurité alimentaire ciblés et à réduire les risques de catastrophe et de crise auxquels ils sont exposés.</p>	<p><b>Hypothèses</b> Le Gouvernement s'engage à donner des moyens d'action aux comités de district chargés de l'alimentation et de la nutrition et à ceux s'occupant du développement, à les équiper et, le cas échéant, à les rétablir.  Des partenaires dotés des compétences techniques et des ressources financières nécessaires pour la création et la remise en état des actifs sont disponibles.</p>
<p><b>Effet direct 2.2</b> Amélioration des capacités du pays, des communautés et des institutions en matière de réduction des risques.</p>	
<p><b>Résultat stratégique 3</b> Des services essentiels de nutrition efficaces et assurés, assurés et intégrés au niveau intersectoriel, contribuent à réduire le retard de croissance à 10 pour cent d'ici à 2025.</p>	<p><b>ODD 2, cible 2</b> D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des filles, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées.</p>
<p><b>Effet direct 3.1</b> Réduction de la dénutrition, y compris des carences en micronutriments, chez les enfants de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes, ainsi que chez les patients suivant un traitement antirétroviral ou un traitement de brève durée sous surveillance directe.</p>	<p><b>Hypothèses</b> Des établissements universitaires et des instituts de recherche réalisent des travaux spécifiquement axés sur la nutrition ou en rapport avec la nutrition.  Des partenaires ayant le savoir-faire nécessaire pour offrir aux parties prenantes concernées des possibilités d'élaboration de programmes en faveur de moyens d'existence viables sont disponibles.  Les services publics de traitement et de soins fonctionnent sans interruption.</p>
<p><b>Effet direct 3.2</b> Accroissement de la prise en charge et renforcement de la capacité à lutter contre la dénutrition et à améliorer l'accès à l'éducation aux niveaux régional, national et communautaire.</p>	
<p><b>Effet direct 3.3</b> Exploitation par les systèmes gouvernementaux des données factuelles issues des travaux de recherche et des évaluations lors de l'élaboration des lois, des politiques et des budgets relatifs à la nutrition.</p>	

## ANNEXE I: CADRE LOGIQUE

<p><b>Résultat stratégique 4</b></p> <p>Les petits agriculteurs ont les moyens de tripler les quantités commercialisées de céréales et de légumes secs résistants à la sécheresse d'ici à 2025.</p>	<p><b>ODD 2, cible 1</b></p> <p>D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, ait accès toute l'année à une alimentation nutritive.</p>
<p><b>Effet direct 4.1</b></p> <p>Amélioration des débouchés pour les producteurs et les négociants de produits agricoles et de denrées aux niveaux régional, national et local.</p>	<p><b>Hypothèses</b></p> <p>Les investissements nationaux dans la petite agriculture ont augmenté pour atteindre les niveaux d'engagement fixés dans le PDDAA.</p> <p>La réglementation relative aux produits agricoles aide les petits agriculteurs à accéder aux marchés.</p>
<p><b>Effet direct 4.2</b></p> <p>Renforcement des capacités des établissements nationaux de recherche, de vulgarisation et de formation dans le domaine de l'agriculture et de celles des syndicats d'agriculteurs afin de leur permettre d'accéder plus facilement aux marchés.</p>	
<p><b>Résultat stratégique 5</b></p> <p>Les besoins alimentaires essentiels des populations vulnérables sont satisfaits toute l'année d'ici à 2030.</p>	<p><b>ODD 2, cible 1</b></p> <p>D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, ait accès toute l'année à une alimentation nutritive.</p>
<p><b>Effet direct 5.1</b></p> <p>Obtention ou maintien pendant la période couverte par l'assistance d'une consommation alimentaire adéquate parmi les ménages ciblés.</p>	<p><b>Hypothèses</b></p> <p>Le système national de protection sociale peut répondre à une proportion croissante des besoins alimentaires saisonniers.</p> <p>Des marchés fonctionnels sont disponibles dans les zones d'installation de réfugiés.</p>
<p><b>Effet direct 5.2</b></p> <p>Développement des capacités pour répondre aux besoins en matière de sécurité alimentaire à l'échelle nationale.</p>	
<p><b>Résultats transversaux</b></p> <p>Problématique hommes-femmes: Amélioration de l'égalité entre les sexes et autonomie accrue des femmes</p> <p>Protection et responsabilité à l'égard des populations touchées: Fourniture et utilisation de l'assistance du PAM dans des conditions satisfaisantes en termes de sécurité, de transparence et de respect de la dignité</p> <p>Partenariats: Coordination des interventions d'assistance alimentaire et mise en place et maintien de partenariats</p>	<p><b>Questions</b></p> <p>Quelles conditions faut-il remplir pour obtenir les résultats transversaux escomptés?</p> <p>Qu'envisagent le Gouvernement et les autres acteurs pour contribuer à la réalisation de ces résultats?</p>

## ANNEXE II

### Zimbabwe: Perte du couvert forestier et vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire



Le classement des districts par ordre de priorité établi par le PAM s'appuie sur l'analyse intégrée du contexte (AIC). Les catégories 1 et 2 seront prioritaires dans toutes les interventions. Pour éviter les doubles emplois, les districts où des programmes importants sont actuellement menés pour améliorer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire seront exclus.

Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

---

## **LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT**

COMET	outil de suivi et d'évaluation des bureaux de pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
SUN	mouvement Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
Zim Asset	Programme du Zimbabwe pour une transformation socioéconomique durable (2013-2018)